



Déclaration liminaire CGT Finances Publiques au CSAL DISI RAAB du 16 janvier 2025

Monsieur le Président du CSAL,

C'est avec amertume que nous vous souhaitons une bonne année.

En effet comment être d'humeur festive et positiver dans le contexte international actuel sur lequel nous ne nous étendrons pas, au risque d'y passer la journée.

Néanmoins nous tenons à exprimer tout notre soutien aux Mahoraises et Mahorais qui viennent de subir 2 terribles catastrophes.

Comment être serein dans un climat politique instable ?

La nomination de François Bayrou comme 1^{er} ministre nous laissait peu de doutes sur les orientations du nouveau gouvernement.

L'humain comme le service public ne font plus partie du vocabulaire de l'État.

La déclaration de politique générale prononcée mardi est à mille lieues des attentes du monde du travail. Le Premier Ministre n'a apporté aucune réponse à la question des salaires, des services publics et de l'emploi notamment.

Dans un contexte où la CGT recense plus de 300 plans de licenciement menaçant quelques 200 à 300 000 emplois, où l'hôpital public est au bord du gouffre, et où le pouvoir d'achat est toujours en baisse, la priorité du gouvernement est visiblement de poursuivre la coûteuse politique de l'offre et de cadeaux aux grandes entreprises et aux plus riches. Même le précédent gouvernement avait pointé le besoin de justice fiscale, aujourd'hui écarté d'un revers de main par le nouveau Premier Ministre !

Concernant les fonctionnaires, le Premier Ministre n'a annoncé ni la suppression des 3 jours de carence ni l'abandon des 4 000 suppressions de postes dans l'Education nationale. Au contraire, il a confirmé les 2,2 milliards de coupes budgétaires pour les collectivités territoriales. La grave paupérisation de nos hôpitaux, de nos écoles et de nos infrastructures impose pourtant un plan de financement ambitieux et une fiscalité plus juste pour répondre aux enjeux d'avenir, au défi environnemental, au vieillissement de la population et au désenclavement de nos territoires.

Sur les retraites, une "méthode radicale" : le grand vide !

La CGT dénonce la décision du gouvernement de ne pas abroger ni même bloquer la réforme des retraites. Nous le savons, cette réforme fait déjà des ravages : le nombre de personnes de plus de 62 ans inscrites à France Travail a déjà augmenté de 50%.

Pour la CGT, toute discussion ne peut être qu'une étape vers l'abrogation de la réforme des retraites. Cependant, en annonçant d'ores et déjà que l'absence d'accord se traduirait par le maintien de la réforme actuelle, le Premier Ministre biaise d'entrée de jeu les discussions et place le patronat en position de force.

Le budget de l'État n'est pas qu'un simple exercice technique et comptable. Il reflète des orientations et des choix politiques qui touchent directement les vies de l'ensemble des travailleurs et de leur famille.

Le discours alarmiste sur la dette et le déficit ne sert qu'à justifier les politiques d'austérités, qui ne sont pas une fatalité.

L'endettement a permis de faire de nombreux cadeaux aux plus riches d'entre nous, alors que les droits des salariés ont été réduits fortement et le service public à l'ensemble de la population dégradé.

Avec des politiques d'austérité, c'est la double facture pour les salariés qui devraient encore se serrer la ceinture pendant que d'autres font « bamboche ».

Pour terminer, la CGT FP de la DISI RAAB tient à exprimer ses vœux pour cette nouvelle année :

Une année 2025 remplie de création d'emplois autant que nécessaires pour assurer nos missions dans de bonnes conditions, d'une augmentation de nos salaires, d'égalité entre les femmes et les hommes, de versement de la GIPA, de construction de carrières linéaires reconnaissant nos qualifications et l'expérience, d'abrogation de la contre-réforme des retraites et l'obtention des retraites à taux plein à 60 ans, de réduction du temps de travail à 32 heures, du renforcement des droits à la sécurité et la protection sociale.

La liste est non-exhaustive quand elle permet d'obtenir ou de reconquérir nos libertés, nos droits et garanties et le retour à un service public de qualité et de proximité.